



L'OTAN, veut-elle la guerre totale?

D'anciens généraux de l'OTAN exigent de pouvoir recourir à la guerre atomique préventive

Par [Bad Vilbel](#)

Mondialisation.ca, 14 février 2008

[Horizons et débats no 5](#) 14 février 2008

Région : [États-Unis](#), [L'Europe](#), [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Militarisation](#)

Analyses: [IRAK](#), [L'IRAN](#)

Cinq anciens militaires de haut grade des pays de l'OTAN, venant des États-Unis, de la Grande-Bretagne, de la France, de l'Allemagne et des Pays-Bas, ont, selon un article du quotidien britannique «The Guardian» du 22 janvier, («Preemptive nuclear strike a key option, Nato told») rédigé un manifeste de 150 pages, envoyé dans ces dix derniers jours, pour consultation, tant au Pentagone à Washington, qu'au secrétaire général de l'OTAN. Il s'agit des cinq militaires suivants:

- John Shalikashvili (USA), ancien commandant de l'OTAN en Europe et de 1993 à 1997 à la tête de l'état-major interarmées;
- Klaus Naumann (Allemagne), commandant de l'armée allemande de 1991 à 1996 et ancien président du Comité militaire de l'OTAN;
- Peter Inge (Grande-Bretagne), maréchal britannique, ancien chef d'état-major de 1992 à 1994 et chef de l'état-major de la défense entre 1994 et 1997;
- Henk van den Breemen (Pays-Bas), ancien chef d'état-major néerlandais;
- Jacques Lanxade (France) ancien chef des forces navales françaises et ancien chef de l'état-major de la défense française.

Ces anciens militaires dressent un sombre tableau de menaces pour les «valeurs occidentales» et le «style de vie occidental», qui présente l'Occident comme victime de forces ténébreuses. Ce qu'ils préfèrent ignorer c'est précisément le rôle néfaste de cet «Occident» dans le monde d'aujourd'hui. Ils exigent donc dans leur manifeste le droit pour l'OTAN de porter un coup préventif avec des armes nucléaires, même contre des pays ne possédant pas cette arme, de plus ils veulent une réorientation de l'OTAN. Cette dernière doit être dirigée par un nouveau «directoire» de chefs américains, européens et de l'OTAN elle-même, afin d'être capable de réagir rapidement en cas de crise; à l'avenir il s'agira d'empêcher une «obstruction» de la part de l'UE. Il ne devra plus être nécessaire d'avoir l'accord unanime lors d'interventions de l'OTAN, une décision à la majorité devra suffire. Des restrictions nationales comme par exemple lors de l'intervention de l'OTAN en Afghanistan ne seraient plus acceptables et les États membres de l'OTAN, qui ne participeraient pas à de futures guerres de l'alliance ne devraient plus avoir de droit de co-décision. L'OTAN doit pouvoir engager des guerres sans l'aval des Nations Unies et pas seulement en matière défensive.

Les propositions du manifeste devront être discutées en avril prochain lors de la réunion de l'OTAN à Bucarest.

Il y a très exactement 65 ans que le ministre de la propagande Joseph Goebbels lançait dans le Palais des sports la guerre totale, après la défaite de Stalingrad et exigeait une obéissance absolue envers le Führer. L'actuel pays dominant occidental se retrouve au même point et sa politique de domination connaît des revers. Son économie de guerre va vers un fiasco. La résistance dans le monde entier envers la politique de guerre, d'exploitation et de puissance du gouvernement américain et des profiteurs de la mondialisation grandit de jour en jour. On reconnaît même en Europe, petit à petit, dans quelle voie catastrophique on s'est engagé. De quoi rendre nerveux et Washington, et Wall Street et la Cité de Londres. On voit se dessiner clairement la face hideuse du régime totalitaire et de la guerre. «La crédibilité de l'OTAN est en jeu en Afghanistan», a déclaré le Néerlandais van den Breemen, au lieu d'exiger le retrait de l'OTAN de cette guerre d'occupation brutale. Le général allemand Naumann critique son propre gouvernement parce qu'il pose des conditions pour accepter la mise en œuvre de la Bundeswehr en Afghanistan. Maintenant qu'on joue le tout pour le tout, il s'agit de déclencher la guerre totale ou, pour le moins, d'en brandir la menace. Il va de soi que toute discussion, et surtout les contradictions, ne sont pas de mise. Il s'agit maintenant de «mener» (ordonner) et de «suivre l'ordre» (obéir).

Dès le discours de Joseph Goebbels au Palais des sports, la «guerre totale» commença. Alors même que la guerre était déjà perdue, des millions d'hommes, de femmes et d'enfants durent y laisser leur vie et le volume des destructions atteignit de nouveaux sommets, la population étant exploitée jusqu'au sang pour obtenir plus d'armements et pour poursuivre la guerre.

Les Etats-Unis ont pratiqué de la même façon au Viet-Nam à partir du milieu des années soixante. Il était de notoriété publique que cette guerre était perdue, ce qui n'a pas empêché de persister, en répandant le mensonge, en multipliant les destructions et en semant la mort.

Qu'en est-il aujourd'hui? Faut-il recommencer cette folie? Faut-il mettre une laisse aux «alliés» pour les soumettre aux plans américains jusqu'à ce qu'on arrive à la catastrophe? Il faut donner une bonne réponse aux cinq anciens militaires: nous n'accepterons pas que le monde soit mené une fois de plus au carnage!

Nous mettons en garde contre un glissement du mandat de reconstruction à la pratique de la guerre en Afghanistan

Déclaration de Reinhard J. Voss, secrétaire général de la section allemande de Pax Christi

L'intervention de la Bundeswehr dans le nord de l'Afghanistan se trouve à un tournant. A partir de l'été, les 250 soldats allemands de la Force internationale d'assistance et de sécurité (FIAS) dans le nord de l'Afghanistan ne devraient plus se contenter de travaux de reconstruction, mais participer activement à des engagements militaires. L'OTAN a adressé une demande à l'Allemagne et à d'autres pays participant à la FIAS d'installer une réserve d'intervention au nord de l'Afghanistan. On attend une réponse dans le courant de janvier.

Le gouvernement et le parlement ont parfaitement ignoré la volonté de la majorité de la

population en décidant de proroger les trois mandats 2007. On en voit le résultat: il n'y a plus de retenue quant aux troupes de combat; il n'y a pas de stratégie politique visible et aucun scénario de retrait. Le fait que l'on mise davantage sur le renforcement militaire revient à une véritable capitulation de la politique. Alors qu'il serait nécessaire que le gouvernement fédéral lance un débat au sein de l'OTAN sur le changement nécessaire de stratégie.*

Au vu du glissement du mandat de reconstruction vers une guerre ouverte, Pax Christi renouvelle son exigence de retrait des troupes allemandes de l'Afghanistan. Nous exigeons d'en revenir à une direction politique, à l'inverse du développement insensé du militaire, c'est-à-dire un nouveau dialogue entre les parties en conflit, un soutien conséquent des alternatives offertes pour la cessation du conflit et pour une reconstruction civile, de même qu'une coopération économique et de développement qui apporterait au pays une aide dans ses efforts d'abandon de la culture du pavot pour se diriger vers une économie durable.

Il apparaît toujours plus clairement que l'engagement de troupes américaines, de leurs alliés et de l'OTAN en Afghanistan, de même que le stationnement de troupes dans d'autres pays d'Asie mineure ont un but stratégique: Il en va de géopolitique et de course aux ressources en matières premières. Tenter de justifier ce déploiement par la «lutte contre le terrorisme» doit servir de légitimation des interventions militaires et d'imposition d'une politique de puissance.

Bad Vilbel, 17 janvier 2008.

Traduction Horizons et débats.

* hd. En avril 1999, en plein milieu de l'agression contre la Serbie, à l'encontre du droit international, les chefs d'Etats et de gouvernement des Etats membres de l'OTAN ont changé fondamentalement de conception stratégique de l'OTAN - sans qu'aucun parlement de ces Etats ait pu s'exprimer. Cette nouvelle stratégie exige des Etats membres de l'OTAN une participation dans des guerres d'agression, donc allant contre le droit international. De plus, lors du sommet de l'OTAN à Riga en novembre 2006, le champ d'opération de l'OTAN fut étendu au monde entier. Ceci, une fois de plus, sans aucune consultation des populations. Aujourd'hui, l'OTAN se présente comme une alliance guerrière allant à l'encontre du droit international et destinée à multiplier les agressions. Il est urgent de débattre de ce problème.

Voir l'article en anglais de Michel Chossudovsky:

[The US-NATO Preemptive Nuclear Doctrine: Trigger a Middle East Nuclear Holocaust to Defend « The Western Way of Life »](#)

La source originale de cet article est [Horizons et débats no 5](#)

Copyright © [Bad Vilbel](#), [Horizons et débats no 5](#), 2008

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca